



Communiqué commun

Paris, le 9 janvier 2015

Pour une République effective

Aucun mot, aucune formule ne peuvent traduire notre peine : nous pleurons la mort de ceux et celles qui n'avaient qu'un crayon pour toute arme, et de ceux qui les protégeaient contre ce que nous pensions impossible. Les individus qui ont ainsi entonné un abominable hymne à la mort ont touché juste car c'est tout ce que nous aimons qu'ils ont assassiné : l'impertinence, le rire, l'inventivité, la joie de vivre, la liberté de penser, sans laquelle il n'est pas d'humanité. Et nous avons besoin que cette peine soit partagée entre tous, ici en France comme partout dans le monde. Ce monde qui a ressenti que cet événement n'était pas hexagonal mais notre histoire commune.

Bien sûr, il faudra enquêter, juger et sanctionner. Aucune démocratie ne peut accepter de plier face au fanatisme, à la violence, encore moins quand elle est dirigée contre un de ses piliers, la liberté d'expression. Bien sûr, c'est dans le cadre de l'Etat de droit que doivent agir les forces de l'ordre. C'est aussi sans stigmatisation des personnes se réclamant de l'islam que nous devons exprimer notre rejet de cette barbarie, si nous ne voulons pas entretenir des solidarités malsaines.

L'émotion ne suffit pas. Des voix s'élèvent pour appeler au rassemblement au nom des principes de la République. Mais de quelle République s'agit-il ? Il n'est pas certain que le mot suffise, en effet, à partager les mêmes principes ni les mêmes valeurs.

Le constat est terrible : sur fond de crise sociale permanente, la cohésion de notre pays a éclaté. Racisme et antisémitisme, stigmatisation d'une partie de la population, retour de la vieille antienne du bouc émissaire dont on ne retient que l'origine, relégation dans des ghettos territoriaux et scolaires, replis identitaires, ignorance de notre histoire, qu'elle concerne l'esclavage, la collaboration ou le colonialisme, et ces mots d'exclusion devenus si quotidiens au nom d'une conception dévoyée de la liberté d'expression. Pire, certains détenteurs de la parole publique n'ont pas su, et parfois pas voulu, respecter les symboles de l'égalité républicaine.

Ne le dissimulons pas, nous sommes tous responsables de cette situation. Cet échec nous est commun et nous ne saurions nous dispenser d'un regard critique sur nos propres actions.

Lorsque les principes mêmes de la République sont contredits par la réalité, chacun interpelle celle-ci dans une sorte de sauve-qui-peut généralisé en lui délivrant injonction d'agir pour son propre sort sans référence à l'intérêt commun.

S'il est bien que les partis politiques, acteurs essentiels de la vie démocratique, s'emparent de ce débat, c'est d'abord au citoyen de le mener. Avant même de rassembler les institutions et les organisations, c'est d'abord les hommes et les femmes de ce pays qu'il faut rassembler autour non d'une incantation, mais d'une République effective pour tous.

Parce que nous voulons vivre ensemble, sans racisme et sans discriminations, quelles que soient nos origines, parce que la laïcité sans adjectif, celle qui accueille sans exclure, est la garantie de la paix civile, parce que nous sommes attachés à chacun des termes fondateurs de la République – Liberté, Egalité et Fraternité –, nous avons décidé de le dire dans la rue dimanche 11 janvier, sans slogans ni bannières, simplement pour dire ensemble notre peine mais aussi notre adhésion à une République dans laquelle chacun peut, sans distinctions, se retrouver. Tel est le sens de notre appel.

Alain Jakubowicz, président de la Licra, Pierre Mairat, co-président du Mrap, Dominique Sopo, président de SOS Racisme, Pierre Tartakowsky, président de la LDH